

Le savez vous ?

déficit public de 4,2 % du PIB en 2014, prévision de la Commission Européenne pour la France. L'austérité pour le peuple augmente les souffrances et ne fait qu'aggraver la dette, affaiblir l'économie.

Appel :

Pour un renouveau de la démocratie territoriale dans une République unie et solidaire,

tel est l'appel lancé par 200 élus Communistes et Républicains, le texte et signature sur le lien internet suivant, à copier dans la barre de votre navigateur: www.elunet.org/spip.php?article24472

4,5

c'est en milliards d'euros ce que devraient rapporter en 2012 les participations de l'État dans diverses entreprises. Malgré le bradage déjà intervenu, cela reste important. Vendre des participations comme l'envisage le gouvernement, c'est se priver de recettes !

L'emploi intérimaire a chuté de 12,6%

en mars 2013 par rapport à mars 2012 selon le baromètre Prisme. Cela confirme le déclin économique et la récession où nous enfonce l'austérité

7 Français sur 10

prévoient une explosion sociale (IFOP). Parlons autour de nous, organisons des assemblées citoyennes, faisons connaître les propositions d'une autre politique...

Souscription : pour la rénovation de la Fédération.

Pour rendre plus agréable la Fédération qui accueille les militant-es communistes et les citoyens qui en poussent la porte, des travaux sont nécessaires. C'est pourquoi nous faisons appel à votre contribution pour financer sa modernisation.

Rappelons que chaque versement par chèque ouvre droit à une réduction d'impôt égal à 66 % du montant de celui-ci.

D'avance nous vous remercions de votre aide.

Pour la modernisation de la Fédération, je verse

Nom, prénom :

Adresse :

Chèque à l'ordre de **ADF-PCF, 10 rue de la Rotonde
58000 NEVERS**

27 mai, 70^{ème} anniversaire du Conseil National de la Résistance

Varennes Vauzelles : du 20 au 30 mai, exposition « Jean Moulin », espace Pyramide, en Mairie. **Théâtre le 26 mai**, à 16h, Centre G. Philipe avec la Compagnie Archipel : "Premier Combat" de J. Moulin. **Lundi 27 mai 18h15** cérémonie stèle de la Mairie, à l'invitation de la municipalité et de l'Association vauzellienne du Musée de la Résistance.

A l'initiative de l'ANACR, cérémonie départementale le 27 mai. Rendez-vous monument de la Résistance et de la Déportation, Quai des Mariniers à Nevers à 17 h.

A ce jour, la loi reconnaissant une journée nationale de la Résistance (non fériée) n'a toujours pas été adoptée.

Mouvement de la Paix :

compte-rendu du Forum Social Mondial de Tunis et débat le 25 mai à Nevers

Rendez vous, **Place Carnot à Nevers, à partir de 10h**, pour un compte-rendu et une expression libre sur ce qui s'est passé au FSM de Tunis, avec Taïeb TIJANI (Mouvement de la Paix) et Benoit RUSCH (JOC) qui y ont participé, autour de thé et pâtisseries **puis apéritif-débat** (loi de programmation militaire, désarmement nucléaire...), **au Bar des Copains**, tout proche.

Arleuf : Assemblée citoyenne le 24 mai

A l'invitation des communistes d'Arleuf, sur le changement et la construction d'une société plus humaine. Pour tous les amis lecteurs des « Nouvelles de la Nièvre » du secteur, rendez vous dans la **salle du Conseil en Mairie à 17H.30**

Directeur de publication Jean-Paul Pinaud. N° de commission paritaire 0315910914 - Imprimé par SARL les Nouvelles de la Nièvre RES 428 937 775 000 16. N° ISSN: 1639-4372 Nevers - Page 6

N° 1753 du 24 mai 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage **VARENNES-VAUZELLES PPDC**

En pages 3 et 4 :

Un tract départemental, actuellement distribué dans tout le département pour annoncer la marche citoyenne du 1^{er} juin

Fête de La Plaine :
Pensez à réserver votre repas
voir page 4

Les Nouvelles de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé 22-05-13

Amis lecteurs, retenez cette date :

Samedi 1^{er} juin à 15 h MARCHE CITOYENNE « contre l'austérité et la finance, pour la 6^{ème} République » NEVERS, de la Place Carnot à la Préfecture

« Contre l'austérité, contre la finance, pour la 6^{ème} République » : avec le même mot d'ordre que celui du 5 mai à La Bastille, qui a réuni 180 000 personnes, une marche départementale aura lieu le 1^{er} juin prochain à Nevers, à 15 h, de la Place Carnot à la Préfecture.

L'idée, lancée par la Fédération du PCF après consultation de son Conseil Départemental, a reçu le soutien des autres partis nivernais du Front de Gauche (Parti de Gauche et Gauche Unitaire).

Il s'agit de permettre aux nivernais et nivernaises, qui ont été nombreux à se mobiliser pour chasser N. Sarkozy il y a un an, de se mobiliser à nouveau pour réaffirmer leurs exigences de réel changement, à gauche. Il s'agit d'appeler, par cette marche, l'ensem-

ble des citoyens de gauche à reprendre le combat, alors que le gouvernement multiplie les reculs et va de renoncement en renoncement.

Amis lecteurs, faisons de cette marche un grand événement dans le département ! Invitons voisins, famille, collègues, amis... à y participer, à y venir avec leurs propres exigences... et même avec leurs propres pancartes ! **Nous en ferons une initiative aussi dynamique, festive et colorée que celle de La Bastille il y a 15 jours.**

« L'heure est venue, pour le peuple de gauche, de se mobiliser à nouveau » a invité Pierre Laurent.

La marche contre l'austérité le 1^{er} juin, et la Fête de La Plaine le 15 juin : voilà deux occasions, dans la Nièvre, de répondre à cet appel !



Pour l'adoption du projet de loi d'amnistie sociale des syndicalistes condamnés à l'occasion de mouvements sociaux (voir en page 5)



Succès des premières opérations de signature de la carte-pétition pour la VFCEA (voir page 2)

Succès des premières opérations de signature de la carte-pétition pour la VFCEA. On continue, partout !



Elu-es et militant-es se sont adressés, dès 6h15 ce mardi matin, aux usagers de la ligne Nevers-Dijon, en Gare de Nevers. Les maires de V-Vauzelles et Garchizy (P. Reuillard et JP Pinaud), accompagnés de leurs adjoints (G. Graillot, L. Lécher) et collègues élus de Nevers (C. Lebatteur, D. Bourrotte, F. Diot) ainsi que de cheminots (M. Bougriot, JM Morize) et militant-es (M. Denègre, D. Surieu, C. Miallet)... ont informé les usagers de la situation, et appelé à la mobilisation.

Les élus et les militants des sections du PCF de Nevers et Varennes-Vauzelles ont commencé, dès ce week-end (sur le Marché Carnot dimanche matin, puis à la Gare SNCF mardi matin) à faire signer la carte-pétition destinée au Ministère des Transports. Pour rappel, contrairement au précédent engagement du gouvernement, la VFCEA ne serait plus une priorité dans le Réseau de Transport Européen et Français. (voir les NN du 17 mai).

L'accueil des usagers et des habitants est positif. Ce sont d'ores et déjà 124 et 136 signatures qui ont été recueillies en deux opérations, avec d'intéressants échanges. C'est le signe que la population est favorable à cette aménagement et accorde de l'importance à l'aboutissement d'un tel projet.

Cette mobilisation est un réel soutien aux différentes initiatives des élus. L'adoption d'une motion dans plusieurs assemblées (voir les NN du 17 mai) est une première étape. Le relais de cette campagne par la presse locale et en particulier la parution de la carte-pétition dans les Nouvelles de la Nièvre permet de populariser cette lutte.

On ne peut que féliciter les lecteurs et lectrices qui nous ont déjà retourné leur bulletin, c'est très encourageant et il faut encore amplifier ce mouvement. D'autant plus que ces cartes doivent parvenir au Ministre dès début juin. Il reste 15 jours !

Alors amis lecteurs, multiplions les opérations de signature : on ne peut pas échouer si près du but !

Garchizy : une « adresse » au Président de la République

Le Conseil Municipal, sur proposition de Jean-Paul Pinaud, vient de voter à l'unanimité un texte adressé à Monsieur Hollande, qui est proposé à la signature des habitants.

Extraits : « Chaque jour, comme élus au contact avec la population, nous mesurons les difficultés qui assaillent les Garchizois qui vous ont élu Président de la République (...)

Aujourd'hui ils constatent un écart grandissant entre vos engagements et les non-réponses politiques apportées à leurs attentes. Ainsi ces électeurs de gauche sont de plus en plus nombreux à ne plus se reconnaître dans votre politique, à être en colère, à s'indigner. (...)

Attachés à la réussite de tous les enfants, nous venons, parents d'élèves, enseignants et élus, de nous inscrire dans le processus de refondation de l'école en mettant en œuvre à la rentrée de septembre la réforme des rythmes scolaires.

Pour atteindre l'ambition et les objectifs fixés, nous avons besoin de moyens importants. (...)

C'est pourquoi nous tenons à affirmer que le budget de la ville ne peut et ne pourra supporter de nouvelles dégradations.

Vous vous préparez à prélever 1,5 milliard par an pendant 3 ans sur les collectivités, c'est chaque année une diminution de nos moyens de 15 € par habitant. Ainsi de réductions de moyens en augmentations de charges, **c'est un million d'euros qui d'ici 2017 ne sera pas mis au service des habitants et de leur ville.**

Pour pouvoir continuer de répondre aux besoins de nos administrés et mener à leur terme nos projets, nous avons besoin, les collectivités ont besoin, d'une réelle revalorisation des dotations de l'Etat.

Face à la gravité de la crise politique, sociale et économique que nous vivons, il y a besoin d'une politique qui restaure le pouvoir démocratique des citoyens. De construire pour cela une 6^e République ».

Ces mêmes élus invitent dans le contexte difficile que nous vivons les Garchizoises et les Garchizois à se rassembler dans leur diversité, à rester unis, à ne pas tomber dans un populisme, porteur de tous les dangers. Ils les appellent à agir ensemble.

« L'enjeu du changement est là, et nous voulons le construire, le faire réussir ensemble. »

Mobilisation, le 15 mai, pour l'adoption du projet de loi d'amnistie sociale. Cédric Gailliard (CGT) : « pas question de laisser le terrain à la régression sociale, au monde de la finance. »



Devant la Préfecture le 15 mai, le rassemblement à l'appel de la CGT (avec la participation de représentants de la FSU, de SUD, de l'UNSA et des militants du PCF et du Parti de Gauche) a été un nouveau moment de mobilisation en faveur du changement tant attendu, grâce à de nouvelles lois.

Cédric Gailliard au nom de l'UD-CGT déclara :

« Demain pourrait être un grand jour pour que s'amorce enfin le changement tant attendu depuis un an. Des propositions de la CGT font l'objet de projets de lois présentés par le groupe Communiste Républicain et Citoyen à l'Assemblée Nationale.

Ainsi celui interdisant les licenciements quand les entreprises font des profits. 70% de la population française se déclare favorable à cette loi. C'est le moment de mettre en adéquation les paroles de campagne présidentielle et les actes. Si le monde de la finance est l'adversaire, alors quand on est de gauche on vote cette loi !

Une deuxième proposition de loi : celle visant à amnistier les syndicalistes, les salariés qui ont été injustement condamnés alors qu'ils défendaient les emplois dans leur entreprise, refusaient la remise en cause de conquises sociales sous l'ère Sarkozy.

Adoptée par la gauche au Sénat le 27 février dernier, le gouvernement Hollande-Ayrault demande maintenant aux députés socialistes de la rejeter. C'est aussi insupportable, qu'incompréhensible, qu'inadmissible ! C'est un signal d'encouragement à la violence patronale et à ceux qui ne cessent de façon scandaleuse d'assimiler les syndicalistes, les militants associatifs à des casseurs.

Vouloir les diaboliser vise à étouffer la montée de la contestation. Dans ce contexte précaire où l'avenir est de plus en plus incertain, les salariés ont au contraire besoin de plus de protection, de plus de moyens pour se défendre et faire prévaloir leurs droits et intérêts face à la dictature de la finance.

Quand on est de gauche, on ne laisse pas tomber ceux qui luttent pour le bien commun !

Nous sommes là rassemblés pour exiger que les femmes et les hommes qui ont dit NON à leur manière sous la violence de l'ère Sarkozy, à la casse de leur outil de travail, à la ruine de leur vie professionnelle et familiale, au délit de solidarité ne soient plus poursuivis.

Le 16 mai, quand on est un député de gauche, on vote l'amnistie sociale pour permettre à ceux injustement condamnés d'être réhabilités dans leurs droits et de retrouver leur dignité ! C'est un choix de classe !

Pour la CGT, il n'est pas question de laisser le terrain à la régression sociale, au monde de la finance. » Il invite à mobiliser afin « d'inverser le rapport de force. Pour cela il faut que salariés du public et du privé, les privés d'emploi, les jeunes, les retraités prennent leurs affaires en mains, investissent ensemble et dans l'unité syndicale le terrain de la lutte, le temps qu'il faut.»

Le 16 mai à l'Assemblée, pour éviter que des députés socialistes et écologistes ne votent ce projet de loi, le gouvernement a décidé de renvoyer le texte sur l'amnistie en Commission, ce qui ressemble à un enterrement, et a rejeté celui sur les licenciements boursiers. « Cela en dit long sur le peu de cas que le gouvernement fait de la capacité d'initiative des différents groupes du Parlement », a souligné Marc Dolez député Front de Gauche.



Militant-es et élu-es du PCF étaient venu-es, avec leurs propres mots d'ordres, défendre la proposition de loi que leurs député-es ont déposée à l'Assemblée Nationale.



Fête de La Plaine le samedi 15 juin

Débat et soirée festive

Inscrivez-vous sans attendre (obligatoire) pour le repas

Voir page 4

Samedi 15 juin : Soirée festive et débat à La Plaine - V. Vauzelles

18 h, débat citoyen :
« le changement... un an après ? »

Avec **Nicolas SANSU**

Maire de Vierzon, Député du Cher,
Membre de la commission permanente
des finances à l'Assemblée Nationale



20 h : Apéritif champêtre

20h30 : repas et soirée musicale

avec
le groupe
Rue de Lappe

Caussimon, Aragon, Ferré,
Reggiani, Vian, Mouloudji...
autant d'incontournables que
« Rue de Lappe » interprète
avec émotion et poésie, en
prenant un réel plaisir à parta-
ger ces œuvres avec le public.



Bon de réservation (obligatoire !) pour le repas musical

Nom, prénom :

Adresse :

Tel :

Repas : 12 €

Buffet de crudités

Paëlla ou Bœuf bourguignon
Fromage blanc, dessert

Nombre de repas adulte

Paëlla :

Bœuf bourguignon :

Repas enfant (jusqu'à 10 ans) à 5 € :

Total :

à retourner avant le 8 juin à
Sarl Les Nouvelles de la Nièvre
10 rue de la Rotonde à Nevers - Tél : 03 86 93 97 95

Pour l'électrification de la ligne SNCF Nevers-Dijon : signez la carte-pétition au Ministre des Transports

Monsieur le Ministre,

La Voie Ferrée Centre Europe Atlantique (VFCEA), reliant Nantes à Dijon et ouvrant des liaisons essentielles avec les grands axes ferroviaires européens, est un outil d'aménagement du territoire dont l'utilité économique, sociale et écologique est aujourd'hui unanimement reconnue.

Une forte dynamique autour de ce projet s'est constituée depuis plusieurs années, rassemblant de très nombreux acteurs économiques et des élus de tous horizons politiques, dans chacune des régions concernées.

En fin 2012, vous étiez intervenu auprès du commissaire européen chargé des Transports pour que l'électrification du tronçon Nevers-Chagny (dernier tronçon pour la réalisation définitive de la VFCEA) soit inscrite dans le réseau "Coeur" du Réseau Trans-Européen de Transports. Vous avez été entendu, et le Parlement Européen a délibéré en ce sens début 2013.

Or il semble aujourd'hui que cette dynamique soit remise en cause, la ligne Nantes-Dijon ne figurant apparemment plus parmi les priorités mises en avant par la France. Cette situation nous semble d'autant plus incompréhensible que toutes les conditions sont réunies pour avancer rapidement vers la concrétisation de la VFCEA. L'éventail des potentialités offertes par cette infrastructure, la modicité de son coût, ainsi que sa capacité à être réalisée rapidement correspondent totalement aux critères mis en avant dans la lettre de mission que vous avez transmise à la Commission "Mobilité 21".

C'est pourquoi, M. le Ministre, nous vous demandons d'œuvrer, d'urgence, à l'inscription de la VFCEA en priorité n°1 dans le futur Schéma National des Infrastructures de Transports, et à la confirmation de son inscription définitive au réseau Cœur du RTE-T.

Nom, Prénom :

Adresse :

Signature

A retourner à : Association VFCEA Bourgogne, 2 Place de L'Hôtel de Ville - 58170 LUZY

Fraude sociale ... ou fraude fiscale ?

Tiens... on n'entend plus parler de ces « *profiteurs* », ces « *parasites* », ces « *assistés* » que l'héritière Le Pen avait identifiés comme les responsables des « *trous abyssaux* » dans le budget de l'Etat : le smicard qui habite à l'étage du dessus, le chômeur du rez-de-chaussée « *qui ne veut pas aller travailler* », tous ces immigrés « *qui préfèrent rester grassement à la maison* » et qui vivent de « *l'aide sociale* »... On n'entend plus parler de ces fraudeurs à la Sécu, aux allocs, aux APL... qui étaient jusque là désignés comme les responsables des déficits publics... Eh bien, madame Le Pen, vous n'en parlez plus... où sont-ils donc passés ?

On dirait qu'il y a eu un grand coup de vent... L'affaire Cahuzac aura remis quelques pendules à l'heure ! La « *fraude sociale* » est estimée à 458 millions d'€ par an. Elle doit certes être combattue : c'est 458 millions d'€ de trop. Mais les chiffres sont là : la « *fraude fiscale* », estimée à 80 milliards d'€ par an, c'est à peu près 170 fois plus...

Que dit donc le FN là-dessus ? On ne l'entend pas... il doit pourtant être au courant : le père Le Pen, qui avait « *oublié* » en 1998 de déclarer 2 millions de francs de plus-values sur des placements boursiers, sait ce qu'est une dissimulation de revenus et un redressement fiscal.

Une nouvelle fois, le FN apparaît pour ce qu'il est : un chien de garde du capitalisme, une arme de division massive tournée contre « *les 99%* », contre toutes celles et tous ceux qui ont intérêt à s'unir pour vivre mieux, tous ensemble.

Emploi, salaires, retraites, santé, endettement de la France... **plus on prend des mesures de « rigueur » ou « d'austérité », et moins on s'en sort !** La France est en récession, le chômage atteint des sommets historiques, la pauvreté galope...

Et **F. Hollande vient de confirmer cette politique** qui impose de nouveaux sacrifices au peuple pour satisfaire les exigences de Bruxelles et du MEDEF.

Il fait fausse route ! Et le temps qui passe ne permet pas d'arranger les choses, au contraire : quand on est sur le mauvais chemin, il vaut mieux en changer au plus vite.

Il y urgence, car après le Code du Travail, ce seront les retraites, le financement de la Sécu, les services publics qu'on va nous demander de sacrifier.

Mais pour nous tous, la gauche, ce n'est pas ça. Nous n'avons pas voté pour cela !

Aussi nous appelons l'ensemble des citoyens de gauche à reprendre le combat, à se remobiliser, lors de deux initiatives en ce début juin : **le 1^{er} juin**, une marche citoyenne contre l'austérité à Nevers ; et **le 15 juin**, une soirée-débat et un repas-spectacle à la Fête de La Plaine !

Avec le Front de Gauche,

- ▶ Contre l'austérité et la finance
- ▶ Pour une 6^{ème} République



marche citoyenne

Samedi 1^{er} juin, 15 h, à NEVERS

de la Place Carnot jusqu'à la Préfecture

- ▶ **A vous** qui voulez exprimer vos préoccupations
- ▶ **A vous** qui gardez au cœur les exigences qui doivent être celles d'une politique de gauche
- ▶ **A vous** qui refusez d'accepter la loi implacable de l'argent, des marchés financiers, des taux de rentabilité à deux chiffres, des dividendes toujours à la hausse...
- ▶ **A vous** qui refusez de laisser le champ libre à la droite et au FN

A tous, jeunes, salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi ; **à tous**, électeurs de gauche, socialistes, communistes, écologistes, d'extrême-gauche ou abstentionnistes ; **à tous**, citoyennes et citoyens qui avez voulu le changement et qui ne voulez pas « *lâcher le morceau* », nous disons :

Cette marche est la vôtre !

Ce sera la marche des solutions de gauche pour sortir de la crise :

- ▶ pour augmenter les salaires et les retraites ;
- ▶ pour interdire les licenciements boursiers ;
- ▶ pour s'attaquer à l'évasion fiscale (80 milliards d'€ par an !)
- ▶ pour rendre le pouvoir aux citoyens en instituant une 6^{ème} République ;
- ▶ pour créer un grand pôle public bancaire et « rendre l'argent utile »...

Voilà ce qu'il faut faire pour sortir de la crise !

Ensemble, reprenons la marche en avant de la gauche !

Retrouvons-nous nombreux à la marche citoyenne du 1^{er} juin !

Et le 15 juin, rendez-vous à la Fête de La Plaine :
Soirée-débat
et repas-spectacle
(voir au verso)



Un moment d'échange et de débat politique... dans une ambiance conviviale, solidaire et fraternelle !

180 000 manifestants à La Bastille lors de la marche nationale du 5 mai :



Jean-Luc Mélenchon (PG) :
« Nous n'avons pas changé d'avis, nous ne voulons pas de la finance au pouvoir, qui nous conduit au désastre »



Pierre Laurent (PCF) :
« Une année gâchée pour le changement, c'est déjà trop. Trop dur pour notre peuple, trop dangereux pour notre pays ».



Eva Joly (EELV)
« Nous sommes des millions à attendre une nouvelle politique. Je plaide pour une majorité rouge rose verte »